

MAI 2023/N°2



GREENFO

LE MAGAZINE DES VERT·E·S SUISSES

- › LES VERT·E·S FÊTENT LEURS 40 ANS 3
- › NOTRE DOSSIER SUR LA GRÈVE FÉMINISTE 4-5
- › VOTATION : UN GRAND OUI À LA LOI CLIMAT ! 🍦 10



EN AVANT

VERS L'ÉGALITÉ!



CAP VERS

L'AVENIR

▲ Lisa Mazzone, directrice de la campagne électorale.

Au soir des élections de 2019, on découvrait un parlement plus féminin que jamais. Quelque 40% de femmes au Conseil national qui ont permis des décisions historiques : la modernisation de la définition du viol dans le code pénal, le mariage égalitaire avec l'accès au don de sperme pour les couples de femmes ou encore l'engagement financier en faveur des crèches.

Décisions qui n'auraient pas été possibles sans le travail parlementaire des VERT-E-S. Car les chambres fédérales ne sont pas seulement devenues plus féminines, mais aussi plus vertes, ce qui va de pair. Pour autant, il y a encore du chemin pour bâtir une société ouverte, libérée des discriminations et célébrant

sa diversité. On sent même planer dans les rues de la capitale une odeur de revanche : d'aucun-e espère que les vagues vertes et violettes n'aient été qu'éphémères et que le pouvoir retourne sagement à sa place. Démonstrons-leur le contraire ! Pour fêter les 175 ans de la Constitution fédérale, revendiquons un renforcement de la démocratie avec la participation des jeunes dès 16 ans et de toute personne établie en Suisse.

Après le congé paternité symbolique de deux semaines, revendiquons un véritable congé parental égalitaire. Alors que l'homophobie est réprimée par le code pénal, faisons-en de même pour la transphobie. Et de la même façon que nous menons des analyses

des discriminations au travail en fonction du genre, faisons-le également en fonction de facteurs ethniques.

Oser questionner nos propres biais, revendiquer le changement en étant prêt-e-s à en ressortir transformé-e-s, c'est ce qui fait des VERT-E-S un mouvement qui pave l'avenir. 2023 ne doit pas être l'année des *revivals* exclusif. Maintenant plus que jamais, mobilisons-nous pour nous lancer dans l'aventure de la Suisse moderne.

Lisa Mazzone
cheffe de campagne
conseillère aux États (GE)

Impressum

Greenfo – Le magazine des VERT-E-S suisses
Waisenhausplatz 21, 3011 Berne
031 326 66 00
www.verts.ch - verts@verts.ch
Tirage 3600 exemplaires
Rédaction : Fabienne Engler, Marjorie Spart
Traduction : Marjorie Spart
Mise en page et illustrations : Tom Wahli
Imprimerie : Bubenbergr Druck
Photos: Keystone, Laurent Gilliéron (p.1), Alena Halmes (p.2), Béatrice Devènes (p.4, 6, 7, 9, 10), Pixabay (p.4) Christian Willner (S.4), 123RF (p.5), iStock (p.6), Mark Henley (p.7), Sara Furrer (p.8), Odile Meylan (p.8), Josy Taramarcz (p.8), Vecteezy (p.9), mād (p.3, 11), Magali Girardin (p.12).
Abonnement annuel : CHF 20.- (compris dans la cotisation de membre)
Soutenez les VERT-E-S en versant un don !
IBAN CH02 0900 0000 8002 6747 3 ou
www.verts.ch/faire-un-don

VOTATION DU 18 JUIN : RECOMMANDATIONS DE VOTE

OUI à la loi sur la protection du climat

LIBRE CHOIX concernant l'imposition minimale de l'OCDE

OUI à la loi sur le Covid-19.

« ON A TOUJOURS EU RAISON TROP TÔT »

Les VERT-E-S suisses fêtent cette année leur 40e anniversaire. L'occasion de jeter un œil en arrière avec Christian Piguet (NE), qui a assisté en 1983 à la fondation du parti national.

Christian Piguet, qu'est-ce qui vous a motivé à entrer en politique ?

Des lectures, comme « Halte à la croissance ? » (1973), mais aussi la conférence de l'ONU sur l'environnement à Stockholm en 1972. Touché par ces thèmes, c'était évident pour moi de rejoindre le premier parti écologiste.

Quels étaient les thèmes centraux défendus par les écologistes lors de la création de la Fédération des partis écologistes (FPE) ?

On demandait la pose de panneaux solaires, d'abandonner le nucléaire, d'interdire les phosphates dans les lessives, des trains au lieu de routes, le tri des déchets. Au début, on se moquait de nos propositions. Avec le recul, on constate qu'elles sont largement appliquées. Nous avons eu raison, mais trop tôt. C'était frustrant à l'époque, mais c'est aujourd'hui rassurant de constater qu'on avait raison. Cela prouve que les succès viendront !

Comment décrire la FPE à ses débuts ?

La FPE était une structure très éclatée où les partis cantonaux s'ignoraient les uns les autres. Pour plus de cohésion, la FPE s'est vite transformée en Parti écologiste de Suisse, avec une présidence et un secrétariat.

Le climat, l'égalité, la solidarité faisaient-ils déjà partie des préoccupations Vertes ?

Oui, mais sous d'autres mots. La première déclaration politique de la FPE énonçait les critères pour l'action politique : le long terme, la qualité, l'humanisme, l'anti-technocratie, la décentralisation. Le long terme se

comprend aisément. Par qualité, on entendait « croissance qualitative » et donc une décroissance de ce qui est quantitatif. L'humanisme traite de la dignité de la personne, qui doit être libre et responsable et luttant contre la technocratie. La décentralisation, c'est le principe de subsidiarité, selon lequel la responsabilité d'une action doit être exercée par l'organisation la plus proche des personnes concernées.

En regardant l'évolution du parti durant ces 40 ans, qu'est-ce que vous fait le plus plaisir ?

C'est de voir ce parti grandir tout en gardant une excellente entente entre ses membres. Chez les VERT-E-S, on sent proche les un-es des autres.

Selon vous, quel ont été les moments marquants du parti suisse ?

L'élection de Daniel Brélaz au Conseil national en 1979. Le premier Vert élu dans un parlement national prouvait que nos convictions et nos combats avaient du sens. En 1991, la déconfiture des écologistes lors des élections fédérales a fait souffler un vent de panique dans le parti. Les Vert-e-s alémaniques disent Non à presque tout (EEE, FMI...) alors les Romand-es parlent de scission. Il a fallu une médiation de Laurent Rebeaud pour trouver des compromis et continuer à travailler ensemble.

Et pourquoi les VERT-E-S sont-ils toujours nécessaires aujourd'hui ?

Nous sommes le seul parti à nous préoccuper vraiment de notre avenir : la survie de l'humanité, face aux changements climatiques et la réduction de la biodiversité.



PORTRAIT

Christian Piguet (NE) a participé en 1983, à la création de la Fédération des partis écologistes de Suisse (FPE), nommé aujourd'hui les VERT-E-S suisses. Depuis cette époque, il a presque toujours occupé un mandat politique.



▲ Aline Trede, cheffe du groupe parlementaire et Balthasar Glättli, président des VERT-E-S suisses, coupent le gâteau d'anniversaire.



L'ÉGALITÉ, TOUJOURS DE HAUTE LUTTE !

Ancrée dans la Constitution depuis 1981, l'égalité n'est toujours pas réalisée. Si des avancées ont bien été faites, les chantiers sont encore trop nombreux. Mais nous ne lâcherons rien jusqu'à ce qu'elle devienne réalité !

Le 14 juin 1981, l'article dédié à l'égalité entrait dans la Constitution fédérale. Dix ans plus tard, les inégalités étant toujours systématiques, une grande grève féministe a été organisée. Plus récemment, en 2019, nous étions 500'000 dans les rues de Suisse pour crier haut et fort notre indignation face aux discriminations. En 2021, nous célébrions les jeunes 50 ans du suffrage féminin.

La mobilisation incroyable des femmes* durant toutes ces années a eu un effet majeur lors des dernières élections fédérales : la vague violette. La part de femmes élues au Conseil national passe alors de 26 à 42%. Cette poussée n'aura pas été vaine puisqu'elle a permis d'obtenir : une révision du droit pénal sexuel, des avancées en médecine de genre, le mariage pour toutes et tous, et un premier et timide congé paternité. Ces avancées étaient inimaginables il y a quelques années, mais elles ne suffisent pas ! En effet, ces quelques victoires ont

été obtenues, comme toujours quand il s'agit de féminisme, de haute lutte. Pour prendre l'exemple du droit pénal, le Conseil national, plus féminin, a voté en faveur du principe du « oui c'est oui » alors que le Conseil des États, plus masculin, menaçait de jeter à l'eau l'entièreté des avancées prévues dans le projet de loi. L'intervention des élues Vertes a été déterminante pour trouver un compromis de dernière minute. Mais il y a eu, lors de cette législature, avant tout beaucoup de loupés : augmentation des discriminations salariales dans le pays, augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes, précarisation des femmes dans le 2e pilier malgré des promesses faites durant la votation sur l'AVS, refus de dépénaliser l'avortement ou encore refus d'introduire des critères d'égalités dans l'attribution de marchés publics.

Vous l'aurez compris, les enjeux pour la prochaine législature sont nombreux : plus large soutien à la création des places de crèches, étendre le champ d'application de

l'infraction qui concerne les propos homophobes au sexisme et à la transphobie, développer un congé parental digne de ce nom ou encore fusionner le premier et le deuxième pilier de nos retraites.

Même plus féminin, un parlement à majorité bourgeoise avance trop peu en matière d'égalité. La vague violette de 2019 n'était pas sans rapport avec la large mobilisation de la grève féministe. Cette année aussi, le 14 juin, parce que les disparités sont toujours aussi criantes, il nous faut retourner encore plus nombreuses et nombreux dans la rue. Car n'oublions pas, quand les femmes ont les bras croisés, le pays perd pied.



Léonore Porchet
conseillère nationale VD
📍 LeonorePorchet

POUR L'ÉGALITÉ, CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Pour les VERT-E-S, c'est une évidence : tous les êtres humains ont les mêmes droits et les mêmes chances, indépendamment de leur identité de genre et de leur orientation sexuelle. Voilà pourquoi nous nous engageons pour une société plus égalitaire depuis des décennies.

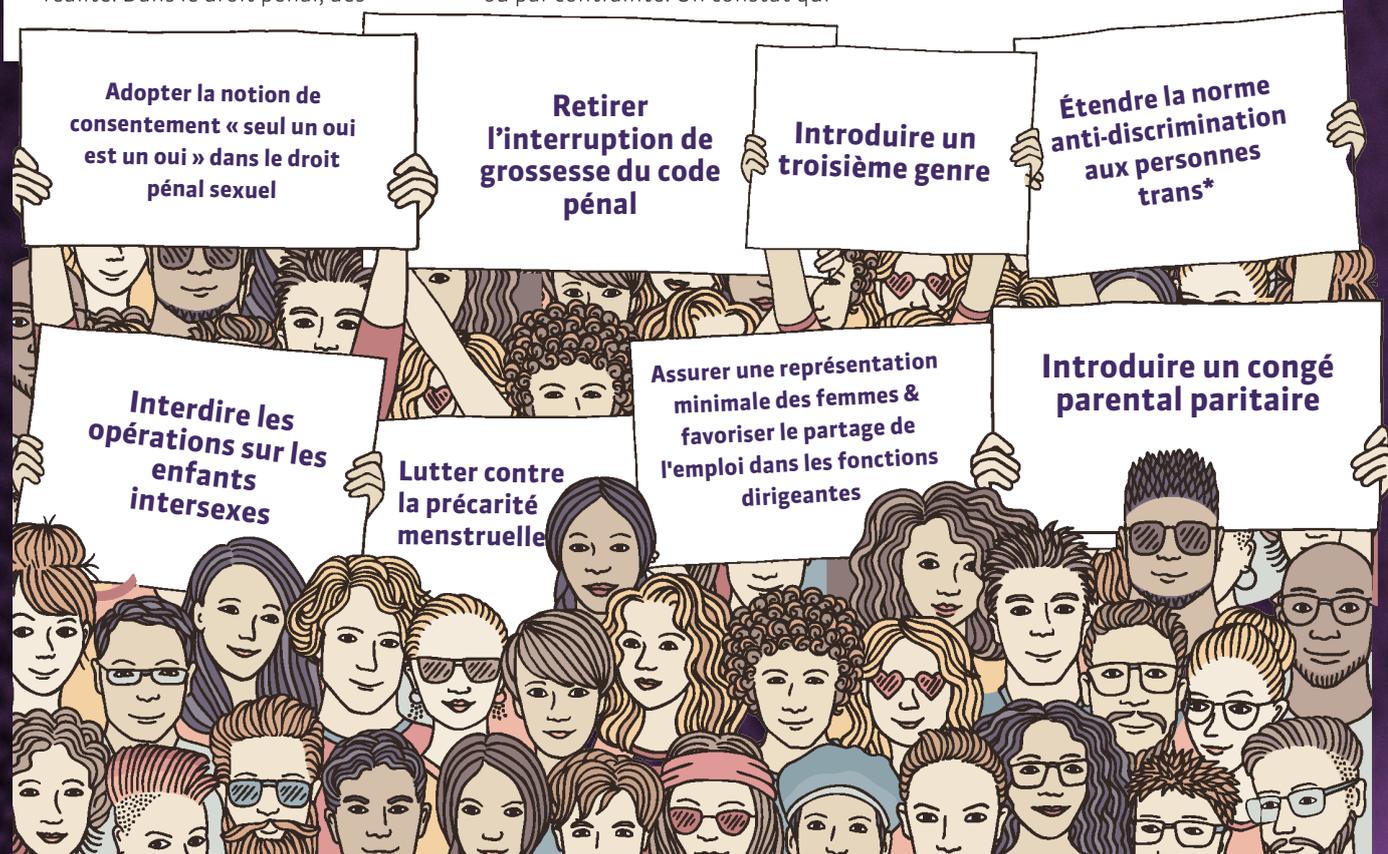
L'égalité entre les sexes n'est toujours pas réalisée. Les discriminations sont multiples tant dans l'espace public que privé. Le droit de disposer de son propre corps et de sa propre vie est continuellement ignoré et remis en question par la politique et la société. Trop de femmes sont encore victimes de violences domestiques et sexuelles et les féminicides sont malheureusement toujours une réalité. Dans le droit pénal, des

délits graves comme le viol engendrent encore des discriminations liées au sexe.

De plus, dans le monde du travail, un véritable fossé existe aussi entre les sexes. Si les femmes sont aujourd'hui - en moyenne - mieux formées, au moment de fonder une famille, nombre d'entre elles quittent partiellement ou totalement la vie active, par choix ou par contrainte. Un constat qui

s'explique aussi par des raisons structurelles : les femmes sont toujours exclues de nombreux organes de décision, elles reçoivent toujours un salaire inférieur aux hommes pour un travail équivalent, alors qu'on attend d'elles qu'elles assument en grande partie le travail d'éducation et de proche-aidant.

Pour rendre la société plus égalitaire et moins discriminatoire, il faut franchir les étapes suivantes :

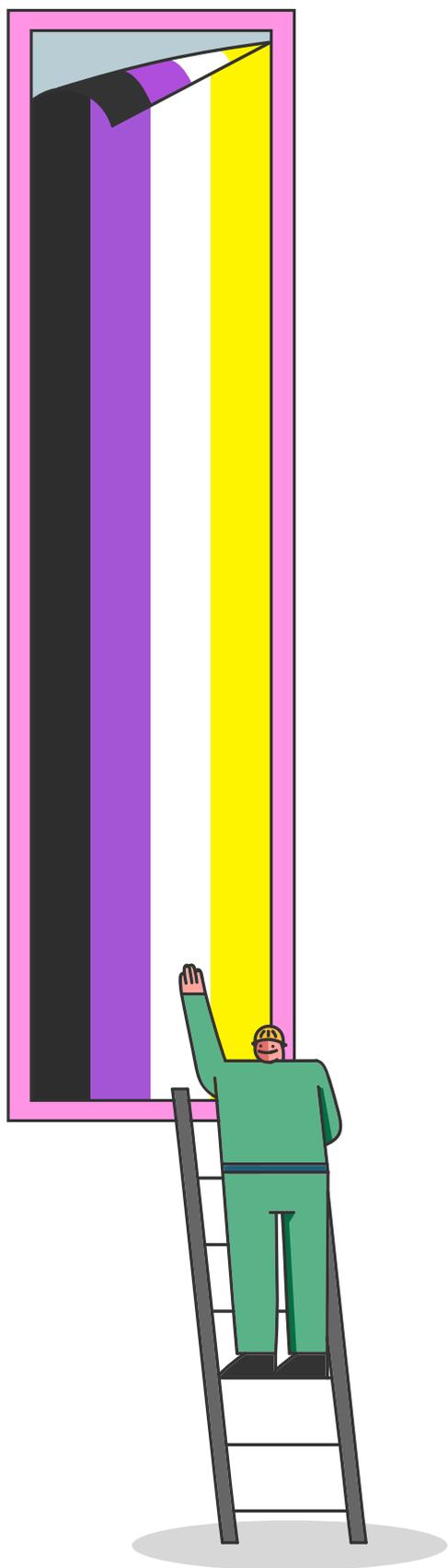


Battons le pavé! 🦊💜

Faisons de la grève féministe 2023 un événement de grande ampleur ! Dans ces villes, rejoignez les points de ralliement Verts (reconnaisables aux drapeaux) et marchons ensemble pour donner plus de voix à l'égalité.

- **Genève:** 17h à la plaine de Plainpalais
- **Lausanne:** 17h à la place de la Palud
- **Neuchâtel:** 18h à la place de la Gare

RECONNAÎTRE LES PERSONNES NON BINAIRES



Les VERT-E-S requièrent une reconnaissance pleine et entière des personnes qui ne s'identifient pas (entièrement) avec le genre féminin ou masculin, en leur procurant une catégorie genrée appropriée.

Notre société évolue. Beaucoup de personnes ressentent le besoin de ne pas être obligatoirement enregistrées comme « féminine » ou « masculine », un besoin auquel nous devons répondre. Car toute personne a droit au respect et à une véritable place dans la société.

En augmentant les catégories genrées dans le registre de l'état civil, la Suisse ferait sienne une évolution internationale. Car, de plus en plus de pays à l'échelle du globe reconnaissent une 3e catégorie genrée, voire plus, depuis des années. Même l'Autriche et l'Allemagne l'ont instaurée depuis longtemps. Il est temps que la Suisse rejoigne le mouvement. Il en va des droits fondamentaux de tout un groupe de personnes.

En affirmant que la société suisse n'est pas prête, le Conseil fédéral se dérobe. Il n'y a en effet aucune raison légitime de refuser une véritable place ou le respect aux personnes qui ne s'identifient ni comme féminine, ni comme masculine. Face à la vague actuelle de discours haineux contre les personnes trans ou non-binaires, une reconnaissance étatique de leur identité serait un engagement fort en faveur d'une société inclusive et unie. Les VERT-E-S ne lâchent rien !



Sibel Arslan
conseillère nationale BS
📍 SibelArslanBS

LUTTER ENSEMBLE POUR LES DROITS LGBTIQ+



Le réseau LGBTIQ+ des VERT-E-S fêtera le 2 septembre ses quatre ans d'existence.

L'occasion de faire la fête mais aussi de rappeler les engagements qui nous animent. Engagements pour une société plus inclusive qui lutte contre les violences, discriminations, encore bien trop nombreuses.

Au cœur de nos combats se trouvent l'introduction d'un troisième genre mais aussi l'extension de la norme pénale anti-raciste aux discriminations de genre. Nous militons aussi en faveur d'un plan d'action pour lutter efficacement contre toutes les violences à l'égard des personnes LGBTIQ+, en commençant par l'interdiction des thérapies de conversion et de tout traitement visant à altérer, sans leur consentement, les caractères sexuels de personnes intersexuées.

Nous demandons la prise en compte des persécutions homophobes et liées au genre dans l'octroi de l'asile en Suisse. Enfin, nous exigeons une prise en charge médicale de qualité et plus adaptée à la population LGBTIQ+ ainsi que le remboursement de médicaments comme la prophylaxie préexposition au VIH.

En rejoignant le Réseau, vous nous aidez à donner plus de poids à ces combats et à les porter auprès de la population. Alors venez en nombre le 2 septembre et renouvelons notre engagement au sein du réseau LGBTIQ+ des VERT-E-S.

Nicolas Walder, conseiller national GE,
co-coordonnateur du Réseau LGBTIQ+

📍 WalderNicolas



POUR L'INCLUSION: L'AUTODÉTERMINATION ET LA PARTICIPATION!

La Suisse peine à inclure les personnes en situation de handicap, que ce soit dans la société, la politique ou l'économie. Pour y remédier, l'initiative pour l'inclusion vient d'être lancée.

Pouvoir se former, travailler, utiliser les transports publics, faire de la politique, du sport ou accéder à la culture en toute autonomie devrait être une évidence. Dans son rapport 2022, le Comité de l'ONU des droits des personnes handicapées pointe pourtant de graves lacunes dans les domaines du travail et du logement en Suisse. L'initiative pour l'inclusion, lancée fin avril, demande de garantir l'égalité juridique et réelle en adaptant la Constitution fédérale. Elle formule deux requêtes : le droit à une assistance personnelle et technique pour participer à la vie professionnelle et politique, ainsi que le libre choix du type et du lieu d'habitation. Travail et

logement, deux évidences pour toute personne non handicapée.

Depuis 23 ans, notre Constitution interdit toute discrimination fondée sur le handicap. Pourtant, 1,7 million de personnes en situation de handicap n'ont pas le même accès aux droits humains que les personnes non handicapées, car elles ne peuvent souvent pas vivre de manière autonome. L'initiative vise à faire

monter la pression sur le Parlement et le Conseil fédéral afin de donner la priorité à l'égalité réelle et de rendre notre société plus inclusive et diverse. L'initiative est portée par des personnes concernées, des organisations qui les défendent et de la société civile. Les deux élues Vertes, Maya Graf et Manuela Weichelt, font toutes deux partie du comité d'initiative. Les VERT-E-S pourraient bientôt les rejoindre.



Maya Graf
conseillère aux États BL
co-présidente d'Inclusion
Handicap
📧 mayagraf_bl



Manuela Weichelt
conseillère nationale ZG
membre du comité Insieme
Suisse
📧 ManuelaWeichelt

POUR UNE VRAIE DÉMOCRATIE

En Suisse, un quart de la population n'a pas voix au chapitre, faute de détenir le passeport suisse. Dans certaines villes, on flirte même avec la majorité. La nationalité ne doit plus être un privilège, mais un droit fondamental. C'est pour ce changement de paradigme que les VERT-E-S s'engagent au sein de l'initiative pour la démocratie.

Chaque personne en Suisse est soumise aux lois et aux impôts, mais l'équivalent de la Suisse romande est exclu du processus démocratique. Posséder le sésame à croix blanche dépend d'abord de la famille dans laquelle on naît. Avec une des lois les plus restrictives d'Europe, alourdie par une procédure fastidieuse et onéreuse, la Suisse restreint massivement l'accès à la naturalisation. Les liens qui unissent chaque personne au pays où elle vit sont ignorés, pour maintenir artificiellement un fort taux de

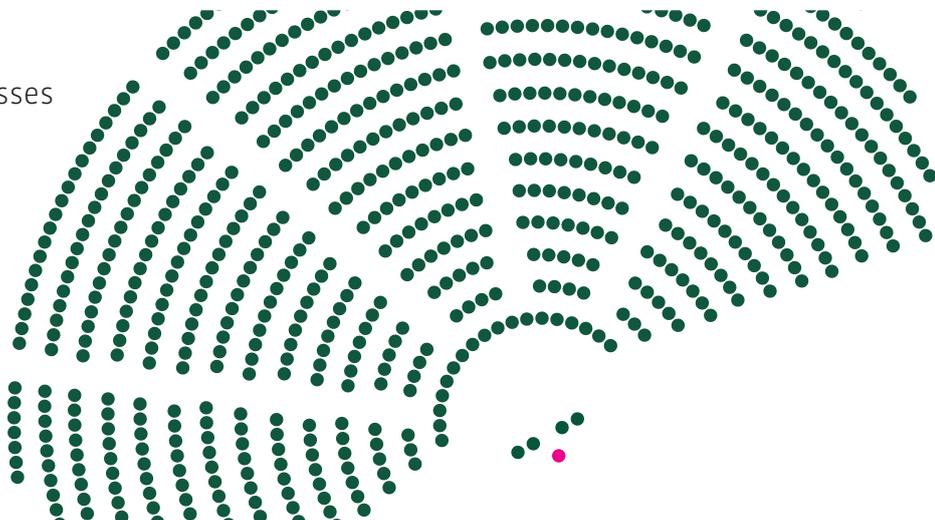
personnes étrangères, dont le quotidien est émaillé d'embûches, qu'il s'agisse de trouver un logement, un emploi ou certaines assurances.

La nationalité est aussi l'unique garantie de pouvoir rester durablement en Suisse. L'épée de Damoclès des rétrogradations de permis conduit ainsi au non-recours à l'aide sociale de personnes qui y ont droit. L'initiative pour la démocratie pose un droit : celui d'obtenir la nationalité dès 5 ans d'établissement

et des critères minimaux. C'est un projet nécessaire pour la Suisse moderne. Pour qu'elle se définisse telle qu'elle est : façonnée et prospère par sa diversité. Les VERT-E-S s'engagent avec conviction pour ce projet de cohésion qui nous renforce collectivement.



Lisa Mazzone
conseillère aux États GE



CES VERTES QUI PRÉSIDENT LES PARLEMENTS CANTONAUX

Elles sont jeunes, elles sont Vertes et elles président chacune, en 2023, le parlement de leur canton. Clarence Chollet (NE), Séverine Evequoz (VD) et Judith Schmutz Judith (LU) dressent un bilan de leur année de présidence ou décrivent ce qu'elles apportent dans cette fonction.



« Mon année de présidence a été une expérience hors du commun et exigeante ! De mon premier discours à la Fête de lutte, où j'ai plaidé pour la mixité de ces événements, à mon

dernier devant les chasseurs, en terrain délicat comme porteuse d'un projet pour interdire la chasse des espèces menacées : le chemin a été riche et varié.

J'ai profité de cette année pour porter haut les valeurs écologistes, mais aussi rappeler la place des femmes en politique en tant que première présidente d'un parlement cantonal à majorité féminine.

Je m'étais donné comme objectif d'aller à la rencontre des jeunes durant cette année afin de les sensibiliser à la participation démocratique, mes meilleurs souvenirs resteront ceux de mes visites dans les classes et les nombreuses questions intéressées des élèves. »

Clarence Chollet (NE)



« Être la première citoyenne vaudoise est un engagement fort pour son canton : 40 mardis de session, 25 demi-journées de Bureau, 20

rencontres politiques majeures, dont la

rencontre de la présidente Verte du Grand Conseil neuchâtelois Clarence Chollet, 300 invitations, dont 80 allocutions, aux 4 coins du canton. J'ai aimé faire de la politique institutionnelle, avec la couleur verte en filigrane. Je me souviendrai entre autres de ma fête d'investiture où j'ai emmené à vélo tout le traditionnel cortège officiel vaudois.

J'ai pu mettre nos priorités Vertes à l'ordre du jour : nouvelle loi sur la biodiversité, stratégie vélo renouvelée, initiative Climat sur laquelle nous voterons le 18 juin, nouvel article contre le harcèlement sexuel au Grand Conseil, suppression des chauffages électriques et nouveau Conseil de la magistrature. Yes ! »

Séverine Evéquoz (VD)



« Je souhaite mettre à profit mon année de présidence pour écouter la population lucernoise, découvrir de nouvelles personnes, traditions et cultures et surtout donner une voix aux personnes qui ne peuvent pas participer aux décisions et aux actions politiques. En tant que présidente du Grand Conseil, je me fixe pour objectif d'aller à la rencontre d'autres personnes et d'autres cultures et de prendre en compte les demandes de l'ensemble de la population.

Je veux être un modèle et montrer que les jeunes occupent une fonction représentative et qu'ils et elles peuvent l'exercer correctement. Pour moi, il est évident qu'en tant que présidente du parlement cantonal, je dois me montrer juste et aussi objective que possible.

Cela doit se refléter dans ma manière de diriger le conseil. Le respect et l'estime de l'autre guideront mes pas durant cette année présidentielle. Une attitude que je promeus et fais valoir à l'extérieur. »

Judith Schmutz (LU)



HARMONISATION INTERNATIONALE MAIS DISPARITÉS CANTONALES

On l'attendait depuis longtemps cette réforme fiscale des entreprises au niveau mondial. 140 États membres de l'OCDE se sont mis d'accord sur une réforme qui harmonise à 15% l'imposition sur le bénéfice des multinationales (à partir de 750 millions de chiffre d'affaires). La Suisse dont la moyenne d'imposition se situe autour de 13% suivra le mouvement, préférant que les recettes supplémentaires éventuelles lui reviennent plutôt qu'elles partent dans d'autres pays. En effet, si l'État où l'entreprise à son siège ne taxe pas à 15%, les autres pays percevront la

différence. Si la Suisse refuse cette réforme, cela compliquera les démarches administratives des entreprises et représentera une opportunité fiscale manquée pour notre pays.

Les VERT-E-S auraient voulu répartir cette manne différemment entre cantons et Confédération. Nous aurions souhaité que la Confédération touche plus que les 25% prévus des recettes supplémentaires. Nous aurions aussi voulu des directives claires pour que les cantons ne transposent pas la concurrence fiscale qu'ils se mènent au niveau des

privileges matériels (terrains bradés, écolages en écoles privées payés par l'État,...)

Un changement dans la Constitution étant nécessaire pour introduire cette réforme, le peuple se prononcera le 18 juin. Comme les VERT-E-S sont partagé-e-s sur cet objet, ils et elles laissent la liberté de vote.



Sophie Michaud Gigon
conseillère nationale VD
✔ smichaudgigon

POUR ÉVITER LE RECOURS AU DROIT D'URGENCE

La population suisse est appelée pour la troisième fois, le 18 juin, à se prononcer sur la loi Covid. La raison : un référendum lancé suite à la décision du Parlement de prolonger certaines dispositions légales. Aujourd'hui, les mesures contre le Covid ont été suspendues et la majeure partie de la loi ad hoc n'est plus en vigueur. Pourtant, si la Suisse devait connaître un nouvel épisode pandémique, elle doit pouvoir réagir

rapidement et avec les outils qui ont fait leurs preuves. C'est dans cette optique que le Parlement a décidé, lors de la session d'hiver, de prolonger la base légale de certaines mesures de cette loi. L'avantage de cette démarche est qu'elle empêche, en cas de nécessité, le Conseil fédéral de réagir à nouveau à coups d'ordonnances et de droit d'urgence.

Depuis 2021, les VERT-E-S ont pesé de tout leur poids pour apporter

d'importantes améliorations à cette loi, notamment au niveau des droits politiques, des aides économiques et du soutien aux cas de rigueur. Et nous avons toujours soutenu le Oui en votation. Il en sera de même le 18 juin prochain.



Léonore Porchet
conseillère nationale VD
✔ LeonorePorchet



UN GRAND OUI À LA LOI CLIMAT

Les conséquences du réchauffement climatique sont toujours plus visibles, en Suisse aussi. Les événements extrêmes s'accroissent, les sécheresses, les canicules, les intempéries, les inondations, la fonte des glaciers. Le climat n'attendra pas plus longtemps, voter Oui à la loi climat le 18 juin prochain, c'est lui donner une chance et commencer à inverser la tendance. L'Union européenne vient de voter « fit for 55 », c'est-à-dire une réduction de 55% d'émissions de CO2 d'ici 2030. La Suisse doit lui emboîter le pas !

Avec la très importante loi climat, on réduit nos émissions de CO2, on s'adapte au réchauffement climatique, on fait évoluer les flux financiers, on soutient financièrement les ménages et on accompagne l'économie dans la transition écologique.

Voici ce que contient exactement cette loi :

- Un objectif zéro émission de CO2 d'ici 2050 avec des objectifs intermédiaires pour le bâti, les transports et l'industrie
- Un objectif zéro émission de CO2 pour l'administration fédérale et cantonale d'ici 2040
- 2 milliards de francs sur 10 ans pour un programme de remplacement des chauffages à mazout
- 1,2 milliard de francs sur 6 ans pour un programme d'innovation des entreprises

Mais la loi climat, ...

... c'est la feuille de route climatique de la Suisse. Pour la première fois, l'objectif de neutralité carbone en 2050 est inscrit dans une loi et en définit les étapes intermédiaires. L'objectif pour l'administration fédérale est celui de notre propre plan climat.

... c'est un passage à l'action. Des mesures concrètes sont réalisées dans le secteur du chauffage avec un

programme pour le remplacement des chaudières à mazout dans les ménages, l'encouragement à l'innovation des entreprises et la réduction de la consommation d'énergie.

... c'est la création d'emplois en Suisse.

50 000 emplois supplémentaires pourraient être créés en Suisse d'ici à 2035, dont plus des deux tiers dans des petites et moyennes entreprises, d'après une étude de la Haute école zurichoise des sciences appliquées.

... c'est rentable pour la Suisse.

Protéger le climat coûte moins cher que les conséquences du dérèglement climatique. L'OCDE estime les pertes économiques jusqu'à 10% du PIB dans ses États membres. Mettre en place des mesures pour limiter le réchauffement représente environ 1% du PIB.

... c'est un soutien pour les ménages.

Grâce à l'efficacité et à la sobriété énergétique, ainsi qu'à la production locale d'énergie, le prix de l'énergie est mieux maîtrisé et les coûts des ménages baissent.



Delphine Klopfenstein Broggin, conseillère nationale GE
📍 dklopfensteinb

LE CLIMAT ET LA BIODIVERSITÉ AU CŒUR DE NOTRE ACTION

Aujourd'hui comme hier, les VERT-E-S placent l'environnement au centre de leur engagement. Notre mouvement s'engage, à tous les niveaux politiques, pour en assurer sa préservation.

Pour prendre soin de notre planète, il faut un changement profond de notre système économique. L'affaire Credit Suisse en est la preuve flagrante – mettons fin à tant d'irresponsabilité ! Mais il faut aussi redimensionner nos activités, et tenir compte des limites de notre planète, miser sur la proximité et la qualité. Seule la durabilité nous permettra de protéger le climat et de stopper l'érosion de la biodiversité.

C'est dans ce sens que nous travaillons d'arrache-pied sous la Coupole fédérale et dans les cantons. Et ça paie !

Grâce aux VERT-E-S:

- L'encouragement des énergies renouvelables se poursuit au-delà de 2023.
- Nous votons sur le contre-projet indirect à l'initiative des glaciers (loi climat), qui contient de réelles avancées pour la protection du climat.
- L'obligation du solaire pour bâtiments de grande surface a été intégrée à la loi sur l'énergie grâce à « l'offensive solaire ».
- Un projet de loi a été élaboré sur l'économie circulaire.

Pour que ces succès se multiplient et que la Suisse réussisse enfin à élaborer une politique climatique ambitieuse et à la hauteur des défis actuels, nous avons besoin de plus de Vertes et de Verts dans les parlements et les gouvernements. A tous les niveaux ! Mobilisons-nous pour réaliser enfin le tournant énergétique et climatique dont la Suisse – et le monde – a besoin.

APPEL EN FAVEUR DE LA NATURE Lancé lors de l'assemblée des délégué-e-s du 25 mars 2023

Un tiers des espèces en Suisse sont menacées. Les biotopes des plantes et des animaux disparaissent. La nature meurt en silence. Prenons nos responsabilités. Ne vivons plus aux dépens de la nature et des générations futures. Un environnement intact nous fournit en eau, air, nourriture et matières premières. La nature apporte paix et bonheur, pour nous ressourcer. Protégeons-la et renforçons-la pour la santé et le bien-être de nous toutes et tous.

- **Végétalisons nos villes en plantant des milliers d'arbres.**
- **Offrons-nous du calme pour nous ressourcer en restreignant le trafic routier et aérien.**
- **Améliorons la qualité de l'air pour notre santé.**
- **Arrêtons de bétonner à outrance, pour le bien de nos paysages et de la biodiversité.**
- **Abandonnons les pesticides de synthèse pour protéger la diversité des espèces, qui enrichit la nature et assure notre survie.**
- **Adaptons notre consommation aux limites planétaires, pour le bien de la nature et le bien-être animal, en consommant moins de viande et en mettant fin à l'élevage intensif.**
- **Renaturons nos cours d'eau et protégeons nos glaciers.**
- **Reconnaissons les droits de la nature.**

Les VERT-E-S en appellent à toute personne et à toutes les forces politiques en Suisse : engageons-nous ensemble en faveur de la nature et pour vivre bien.





LYNN BERTHOLET, PIONNIÈRE DANS LA LUTTE DES PERSONNES TRANS*

Pendant plus de 50 ans, j'ai livré de manière convaincante une prestation d'homme m'ayant permis de faire des études et une carrière professionnelle réussies. Mais au fond de moi, j'ai toujours souffert de la peur de ce que je ressentais et de la honte du regard que les autres auraient pu porter sur moi s'ils avaient su. Aujourd'hui, enfin moi-même, je m'engage pour que mon pays replace l'humain et son avenir au centre de ses valeurs.

Après la séparation de mes parents en 1963, ma mère vient vivre à Lausanne. À l'époque, même séparée, elle a besoin de l'autorisation de son mari pour signer un bail ou pour ouvrir son compte salaire, et bien évidemment elle n'a pas le droit de vote ! Cette situation inacceptable pour les femmes, les initiatives Schwarzenbach ou encore l'accident nucléaire de Lucens alimentent les discussions politiques que j'ai avec elle et ma vie politique actuelle.

À Verbier, chez mon père, guide de montagne et professeur de ski, je parle du Népal et de la nature. Je fais du ski, des courses en peau de phoque et dors en cabane durant mes vacances. En 1983, j'obtiens à HEC Lausanne mon Master en économie politique que je complète par des diplômes de l'IMD (1994) et de la Business School de Stanford (2019).

En dehors de mon parcours professionnel dans la banque et la finance qui se développe bien, je

donne du sens à ma vie en guidant des aveugles à ski et en fondant avec mon père une association en faveur d'enfants au Népal. En 2008, l'association installe des panneaux solaires à l'école de Chaurikharka. J'enseigne aussi et crée, en 2002, à l'Université de Genève, le CAS en « Compliance in Financial services » dans lequel j'enseigne depuis 18 ans. En 2014, ma souffrance intérieure est telle que j'ai à nouveau des idées suicidaires. Cette fois, je trouve une psy compétente. Le 15 octobre 2015, je suis la première femme à Genève à pouvoir changer de genre et de prénom sans opération. C'est une nouvelle naissance. Ce combat, mené quasiment seule, non sans avoir cherché de l'aide, m'amène à fonder, en 2018, l'association ÉPICÈNE avec trois autres personnes trans* et une avocate.

Aujourd'hui, ÉPICÈNE compte 178 membres de toute la Suisse. Outre les prestations habituelles d'une association, ÉPICÈNE donne des

formations en entreprise et dans le secteur public qui financent l'essentiel de son budget. Cette petite entreprise de deux salariées mène des projets tels que le livre TRANS* paru en 2020, le premier colloque international sur la santé des personnes trans* en Suisse en 2022, et les 2 et 3 juin 2023 deux jours de formation à l'intention des physiothérapeutes de toute la Suisse romande.

Fille de guide de montagne qui ne supporte pas l'idée que la Suisse pourrait perdre ses glaciers d'ici 2070, voire avant, je suis élue en 2022 au comité cantonal des Vert-e-s genevois. Je veux m'engager davantage dans la finance et l'économie au service de l'humain, ainsi que dans l'inclusion des minorités. Et bien sûr pour une vraie égalité pour les femmes, dont je mesure chaque jour les difficultés pour avoir vécu dans les deux genres.

Lynn Bertholet
candidate GE au Conseil national

VERT EST NOTRE PASSION

Dans la rubrique « Vert est notre passion » du Greenfo, nous mettons en valeur une personnalité du monde des VERT-E-S. Nous montrons ainsi les visages et la diversité de celles et ceux qui s'engagent dans notre mouvement.